



Les Tamouls face à la politique d'éradication des bidonvilles à Kuala Lumpur (Malaisie)

Delon Madavan

Volume 2, numéro 1, hiver 2024.

Diasporas sud-asiatiques : identité, politique et rituel

URL : <https://edition.uqam.ca/rias/article/view/2326>

Résumé de l'article

L'éradication des bidonvilles à Kuala Lumpur (Malaisie) attise les tensions entre l'État et les bidonvillois tamouls. Pour ces derniers, l'État menace leur droit individuel à vivre dans leur maison, mais aussi l'existence même de territoires historiques tamouls. Avec le processus de gentrification qui suit l'éradication des bidonvilles, la visibilité des cultures et des pratiques urbaines des classes sociales populaires tamoules tend à disparaître ou à être cachée. Les bidonvillois tamouls y voient le refus de l'État de reconnaître leur droit à la ville. À l'inverse, le processus de gentrification renforce la visibilité des classes sociales tamoules plus aisées, en particulier à Brickfields. Ce sont leur conception de la culture tamoule, leurs pratiques de l'hindouisme et leurs pratiques de la ville qui sont mises en avant. Pour les classes tamoules plus aisées, l'éradication des bidonvilles est perçue comme une opportunité d'améliorer l'image de la communauté tamoule.

Mots clés : Tamouls, Kuala Lumpur, Bidonvilles, Politiques urbaines

Éditeur(s)
Revue interdisciplinaire sur l'Asie du Sud

ISSN 2817-7770

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Madavan, D. (2024). « Les Tamouls face à la politique d'éradication des bidonvilles à Kuala Lumpur (Malaisie) ». *Revue interdisciplinaire sur l'Asie du Sud*, 2(1), 98–124.

Les Tamouls face à la politique d'éradication des bidonvilles à Kuala Lumpur (Malaisie)⁷²

Delon Madavan⁷³

Résumé

L'éradication des bidonvilles à Kuala Lumpur (Malaisie) attise les tensions entre l'État et les bidonvillois tamouls. Pour ces derniers, l'État menace leur droit individuel à vivre dans leur maison, mais aussi l'existence même de territoires historiques tamouls. Avec le processus de gentrification qui suit l'éradication des bidonvilles, la visibilité des cultures et des pratiques urbaines des classes sociales populaires tamoules tend à disparaître ou à être cachée. Les bidonvillois tamouls y voient le refus de l'État de reconnaître leur droit à la ville. À l'inverse, le processus de gentrification renforce la visibilité des classes sociales tamoules plus aisées, en particulier à Brickfields. Ce sont leur conception de la culture tamoule, leurs pratiques de l'hindouisme et leurs pratiques de la ville qui sont mises en avant. Pour les classes tamoules plus aisées, l'éradication des bidonvilles est perçue comme une opportunité d'améliorer l'image de la communauté tamoule.

Mots clés : Tamouls, Kuala Lumpur, Bidonvilles, Politiques urbaines

Abstract

The eradication of slums in Kuala Lumpur (Malaysia) is fuelling tensions between the State and Tamil slum dwellers. For the latter, the State threatens not only their individual right to live in their homes, but also the very existence of historic Tamil territories. With the process of gentrification, which follows the eradication of slums, the visibility of the Tamil popular social classes' urban cultures and practices tends to disappear or to be hidden. Tamil slum-dwellers see this as a state's refusal to recognise their right to the city. Conversely, the process of gentrification is increasing the visibility of the more affluent Tamil social classes, particularly in Brickfields. Their conception of Tamil culture, their practice of Hinduism and their experience of the city are highlighted. For the better-off Tamil classes, the eradication of slums is seen as an opportunity to improve the image of the community.

Keywords : Tamils, Kuala Lumpur, Slums, Urban Policies

⁷² © Cet article est sous l'égide de la licence [CC BY-NC-ND](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

⁷³ Docteur en géographie et chercheur associé au Centre d'études et de recherche sur l'Inde, l'Asie du Sud et sa diaspora (CERIAS).

Introduction

Kuala Lumpur (KL) est une ville née au milieu du 19^e siècle, à la suite de l'exploitation par les immigrants chinois des gisements miniers. Les Chinois jouent un rôle important dans le développement de Kuala Lumpur. Dès le début de l'histoire de la ville, les dirigeants malais de l'État de Selangor accordent presque tous les pouvoirs administratifs au plus puissant chinois, Yap Ah Loy, et lui confèrent le titre de « *Kapitan China* ». Jusqu'à la fin du 19^e siècle, la ville est surtout peuplée par des mineurs chinois.

Dans les premières années, l'absence d'administration, et donc de règles pour occuper les terrains, permet aux ouvriers chinois d'ériger des logements de fortune près de leur lieu de travail. Ces installations sont souvent temporaires, car les ouvriers déménagent en fonction des opportunités de travail qui se présentent. Lorsque leur lieu de travail change, ils déménagent pour s'en rapprocher. Les premiers habitants rebâtissent leur logement au gré de leurs besoins.

Le transfert de la capitale coloniale de l'État de Selangor de Klang à Kuala Lumpur, en 1880, et la nomination d'un premier administrateur européen permanent assurent définitivement la pérennité de la ville indépendamment de l'activité minière. L'installation du pouvoir impérial est à l'origine de la présence tamoule dans la ville. Pour répondre à leur besoin de main-d'œuvre, les Britanniques ont favorisé l'afflux de travailleurs tamouls aux profils hétérogènes. L'origine géographique (Tamouls ceylanais/Tamouls indiens), le statut socio-économique (migrants qualifiés, coolies, marchands, etc.) et le cadre dans lequel ces personnes ont immigré dans ces territoires (migration forcée, organisée, encadrée ou spontanée) sont autant de facteurs de segmentation intracommunautaire (Madavan, 2024).

Le transfert du pouvoir politique britannique à Kuala Lumpur nécessite de fait la constitution d'importants corps administratifs (construction, transports, recensement, etc.) pour assumer les fonctions nouvelles de la cité. La promotion de la ville crée une demande de main-d'œuvre asiatique anglophone pour épauler les Européens. Or les Malais, qui craignent la conversion de leurs enfants au christianisme, continuent de les envoyer dans les écoles vernaculaires. La population locale n'étant pas en mesure d'occuper ces emplois, les Britanniques cherchent d'autres populations anglophones (notamment des Tamouls ceylanais et indiens) pour les assister. Mais c'est surtout avec le développement du chemin de fer et l'exploitation de l'hévéa après 1905 que la ville connaît un important afflux de populations indiennes. Pour assurer la construction des chemins de fer et des routes, la puissance coloniale fait appel à des travailleurs tamouls d'Inde, recrutés en tant qu'engagés⁷⁴, qui finissent par s'installer de façon permanente dans la ville (Walter, 1994). Dès lors, il n'est pas étonnant que les lieux où s'établissent de fortes concentrations de populations indiennes (et surtout tamoules) correspondent aux principales gares et ateliers de chemin de fer dont les deux plus importants se trouvent à Brickfields et à Sentul. Par la suite, les nouvelles vagues d'immigrants tamouls

⁷⁴ Dans le cadre du système d'engagisme, l'engagé (ou coolie) est souvent, pendant la période coloniale, une personne issue d'une classe socio-économique défavorisée qui signe un contrat (l'engagement) pour travailler durant une période déterminée, généralement de trois à sept ans, en échange de la prise en charge par l'employeur des frais de transport, de nourriture, d'hébergement et des autres besoins pendant la durée du contrat synallagmatique. Les hommes et les femmes qui signent ce contrat sont souvent âgés de moins de 21 ans et sont recrutés pour travailler dans des plantations, comme ouvriers de construction ou comme domestiques.

s'implantent de préférence dans ces territoires où les membres de leur communauté se sont déjà établis (Sidhu, 1978 : 10). La recherche de repères culturels et de liens de solidarité communautaire par les néoarrivants renforce la ségrégation ethnique des communautés à Kuala Lumpur. La concentration de Tamouls dans ces deux quartiers est à l'origine de l'installation d'autres catégories socioprofessionnelles tamoules venues vendre des produits ethniques (marchands, bijoutiers) ou proposer des services spécialisés destinés à la personne (barbiers, laveurs de linge, etc.) et à la vie de la communauté (prêtres). Le développement de ces fonctions commerciales et de service renforce le caractère ethnique de ces territoires.

À l'origine, l'installation des Tamouls dans ces quartiers n'est pas organisée et régulée. Cela favorise le développement d'habitats spontanés et de squats (Pao-Chun, 1967 : 64). Le manque d'infrastructures pour héberger les ouvriers et l'arrivée continue de nouvelles vagues d'immigrants renforcent le problème de logement dans ces quartiers communautaires. Seule la construction de maisons avec des matériaux de récupération permet à ces populations de s'installer sans aucun titre dans ces quartiers, renforçant par la même occasion leur caractère spontané. La volonté des cheminots tamouls retraités de rester à tout prix dans le quartier où ils ont tissé des liens sociaux et de solidarité témoigne de l'ancrage territorial d'une partie de ces ouvriers indiens. Par ailleurs, la grande dépression des années 1930, qui entraîne la fermeture des plantations d'hévéas, pousse des dizaines de milliers d'ouvriers agricoles tamouls des zones rurales à retourner en Inde alors que d'autres décident de venir s'installer dans les quartiers spontanés de Kuala Lumpur et de sa périphérie. Le même phénomène se répète lors de l'occupation japonaise lorsque la production d'étain et de caoutchouc devient presque invendable à cause de la guerre. Ces populations qui n'ont nulle part où aller sont tolérées par les autorités.

À l'indépendance, l'État postcolonial adopte une politique de discrimination positive en faveur des Malais afin d'éradiquer la pauvreté de la communauté majoritaire du pays⁷⁵. Pour encourager la promotion socio-économique des Malais, les dirigeants du pays développent une politique d'assistance économique. Ainsi, les Malais obtiennent plus de subventions, de bourses d'étude, de licences ou de crédits par l'État qui présume que les non-Malais jouissent d'une meilleure situation. La promotion d'un système de quotas, et non méritocratique, pour l'entrée à l'université ou le recrutement dans la fonction publique, et l'absence de programme d'assistance publique suffisant pour les classes populaires tamoules sont à l'origine du mécontentement de cette communauté à l'égard de l'État qui leur apparaît partial. La politique

⁷⁵ Les résultats du recensement de 2020 indiquent que la Malaisie compte 32 447 385 habitants, dont 2 691 070 sont étrangers (8,3 %). Parmi les citoyens malaisiens, 20 949 533 sont des Bumiputras (ou les « fils du sol » qui comprend les Malais et les aborigènes (Orang Asli) de la péninsule de Malacca, ainsi que les autochtones de Sabah et Sarawak) (69,4 %), 6 892 367 sont des Chinois (23,2 %), 1 998 778 sont des Indiens (6,7 %) et 215 637 se sont déclarés « Autres » (0,7 %). Kuala Lumpur compte 1 982 112 habitants, dont 208 446 sont étrangers (10,5 %). Le poids démographique des Bumiputras est de 846 339 personnes (soit 47,7 %), 737 161 sont Chinois, 178 099 sont Indiens et 12 067 personnes se sont déclarées « Autres » (0,7 %). S'il n'y a aucune donnée statistique officielle sur le nombre d'habitants tamouls à Kuala Lumpur, nous pouvons supposer que la majorité des habitants indiens de la ville appartient à cette communauté vu son poids historiquement écrasant à l'intérieur de la population d'origine sud-asiatique en Malaisie. (Sources : [Department of Statistics Malaysia Official Portal, 2022, Key Findings of Population and Housing Census of Malaysia 2020: Urban and Rural](#)).

de discrimination positive adoptée en faveur des Malais par l'État renforce la polarisation ethnique de la société.

Dans ce contexte, la décision du gouvernement, dans les années 1990, d'éradiquer des quartiers spontanés de Kuala Lumpur pour en faire une ville moderne est mal acceptée par les bidonvillois⁷⁶ tamouls qui craignent d'être déracinés et d'assister à la disparition de leurs quartiers communautaires (Brickfields, Sentul, Kampung Pandan).

En 1991, Mahatir, premier ministre de Malaisie, lance un plan économique et social sur 29 ans (*Vision 2020*) dont l'objectif est d'atteindre le stade de pays développé avant 2020. L'État confie à la mairie de Kuala Lumpur (DBKL) la mission de faire passer la capitale de la fédération du stade de pôle d'envergure nationale et régionale à celui de ville intégrée au processus de métropolisation. Cette décision est à l'origine de la transformation de la physionomie du centre-ville. La politique de développement et de modernisation de la ville entraîne une verticalisation et une revitalisation du paysage urbain. Kuala Lumpur doit devenir le symbole de l'identité nationale à travers le monde et la vitrine du développement économique du pays. C'est la vision d'une capitale moderne musulmane qui est valorisée, avec gratte-ciels (Petronas Towers) et la présence de bâtiments aux motifs décoratifs de l'Islam (la gare de Kuala Lumpur, Masjid Negara, etc.).

Pour changer l'image de la ville, l'État adopte une politique d'éradication des logements informels afin de changer le paysage et la composition socio-économique de ses « marges urbaines⁷⁷ » (Baby-Collin et Bouillon, 2008) qui se sont multipliés. Les bidonvilles congestionnés et insalubres sont perçus comme inappropriés dans le paysage moderne que l'État veut pour sa capitale. En 1980, la population de bidonvillois est estimée à 243 200 personnes. Ce sont 48 709 foyers qui vivent dans 40 934 logements. Parmi ces bidonvillois, 32,9 % étaient Malais, 52,2 % étaient Chinois et 14,9 % étaient catégorisés comme Indiens ou « Autres ».

Un plan d'aménagement de la ville (KL Draft 2008) affiche l'ambition de régler la crise du logement. L'État affirme sa volonté d'éradiquer la surpopulation dans les bidonvilles, d'empêcher l'édification de nouveaux bâtiments informels et de construire des logements sociaux afin d'améliorer les conditions de vie des bidonvillois en fournissant à chaque famille nucléaire un toit. L'objectif affiché par l'État du Territoire fédéral de Kuala Lumpur de ne plus

⁷⁶ « Bidonvillois » désigne les habitants de quartiers, ou de secteurs d'un quartier, d'« habitat informel », pour insister sur l'installation de leurs habitants en dehors d'un cadre juridique formalisé, ou bien ceux d'« habitat spontané » pour insister sur l'autoconstruction sans plan préalable. Ces quartiers ont en commun un ensemble d'habitations précaires, dans des secteurs non viabilisés, parfois faites de matériaux de récupération et dont les habitants ne possèdent pas de titre de propriété. Ils résultent d'une occupation de fait illégale du sol. Lors de l'enquête de terrain, les bidonvillois tamouls interrogés se considéraient avant tout comme des habitants qui vivent dans le quartier, des citoyens légitimes, malgré la fragilité de leur tenure. Le fait que le logement ait été construit par un membre de la famille (parfois un grand-parent), en plus du fait de se sentir chez eux et d'être reconnu comme des membres de la communauté du bidonville leur donne le sentiment que leur présence est légitime.

⁷⁷ La marge urbaine est définie comme « une entité spatiale et sociale déterminée par l'illégalité du statut des logements, la précarité du confort et de l'accès aux services urbains, la pauvreté des résidents, l'accessibilité réduite à la ville, la non-reconnaissance de ces espaces par les autorités, le difficile accès au travail, l'absence de droits et de protections et enfin la stigmatisation et/ou l'invisibilisation » (Baby-Collin et Bouillon, 2008).

avoir de bidonvillois sur son territoire en 2005 permet de réduire de près d'un tiers le nombre de foyers de bidonvillois à KL entre 1990 et 2003 (Tableau 1). Si l'objectif n'a pas été atteint à cette date, le processus se poursuit et la capitale ne compte plus en 2009 que 8176 foyers de bidonvillois contre 36 168 foyers en 1990.

Tableau 1 – Nombre de foyers de bidonvillois vivant dans l'État de Kuala Lumpur (1990-2009⁷⁸).

Années	Nombre de foyers de bidonvillois
1990	36 168
1998	29 970
2003	25 000
2005	14 947
2007	11 181
2009	8 176

Le réaménagement des quartiers spontanés a été réalisé sous couvert de mesures sanitaires ou de la nécessité de mettre fin au désordre qui y régnait (délinquance, alcoolisme, prostitution, maldéveloppement). Cette intervention de l'État transforme le paysage et la composition socio-économique de ces quartiers spontanés. L'éradication des bidonvilles et l'éviction de leur population rend possible la construction de différents types d'habitations de façon à proposer une offre capable d'attirer une population de classe moyenne, voire aisée. La diversité des structures paysagères de Sentul, Brickfields et Kampung Padang (Figures 1, 2 et 3) résulte de ce processus de gentrification. En effet, les secteurs d'habitats informels cèdent inéluctablement du terrain au profit de secteurs résidentiels comportant des condominiums, des immeubles ou des zones pavillonnaires, ainsi que des commerces et services.

⁷⁸ Peu de chiffres sont disponibles sur le nombre de logements informels existant actuellement à KL. Toutefois, en juin 2023, le premier ministre Datuk Seri Anwar Ibrahim a dévoilé le lancement du projet *Madani Inclusive Housing* qui doit être développé sur le territoire fédéral de Kuala Lumpur. Ce projet doit permettre aux Malaisiens considérés comme ultrapauvres d'accéder à des logements abordables qui seront mis en vente et en location dès cette année. Ce projet illustre que, malgré la baisse du nombre de logements informels, le problème de mal-logement des populations les plus précaires est encore présent. Au Foong Yee, journaliste pour le Edge Malaysia, alerte également sur le fait qu'accéder à un logement social n'est pas suffisant pour résoudre la question du mal-logement : il faut également que ce dernier soit décent. Faute de budget, les problèmes liés au mauvais entretien du parc immobilier de logements sociaux déjà existants se multiplient (enlaidissement du bâtiment, sécurité des habitants compromise à cause de la mauvaise qualité des matériaux utilisés ou de leur non-fonctionnalité (ascenseurs ou systèmes de lutte contre l'incendie en panne), sentiment d'insécurité (résultant de l'absence d'agent de sécurité), non-respect de l'hygiène, dévalorisation du prix du bien immobilier, etc.). Faute d'entretien, une partie du parc des immeubles sociaux existants n'est pas perçue comme décente par les résidents en termes de sécurité, d'habitabilité et de durabilité. Certains immeubles sociaux qui ont un impact négatif sur le bien-être de leurs résidents et sur l'image de la ville évoluent en une nouvelle forme verticale de bidonvilles. (Sources : <https://www.edgeprop.my/content/1906521/real-deal-social-housing-danger-becoming-slums>; Sufian et Mohamad (2009 : 109); United Nations Country Team Malaysia (2011 : 117).

Dans le contexte d'un pays multiethnique comme la Malaisie, la politique d'éradication des bidonvilles n'est pas anodine pour les minorités. Ces dernières redoutent souvent que le réaménagement de la ville ne soit qu'un instrument permettant aux pouvoirs publics de faire disparaître les espaces où elles ont traditionnellement de fortes concentrations démographiques pour imposer une image de la capitale musulmane malaise.

Dans le cas des Tamouls, le processus de métropolisation et de transformation du centre-ville qui s'opère à KL est à l'origine de profondes mutations de l'inscription spatiale de l'identité tamoule.

En fonction des cas, les dynamiques territoriales (éradication des bidonvilles et gentrification) contribuent dans certains espaces de la ville à l'effacement de l'empreinte urbaine tamoule ou simplement à la transformation de la physionomie et du profil socio-économique des habitants du quartier, sans pour autant systématiquement affecter le poids démographique de la minorité.

Figure 1 – La structure paysagère de Brickfields

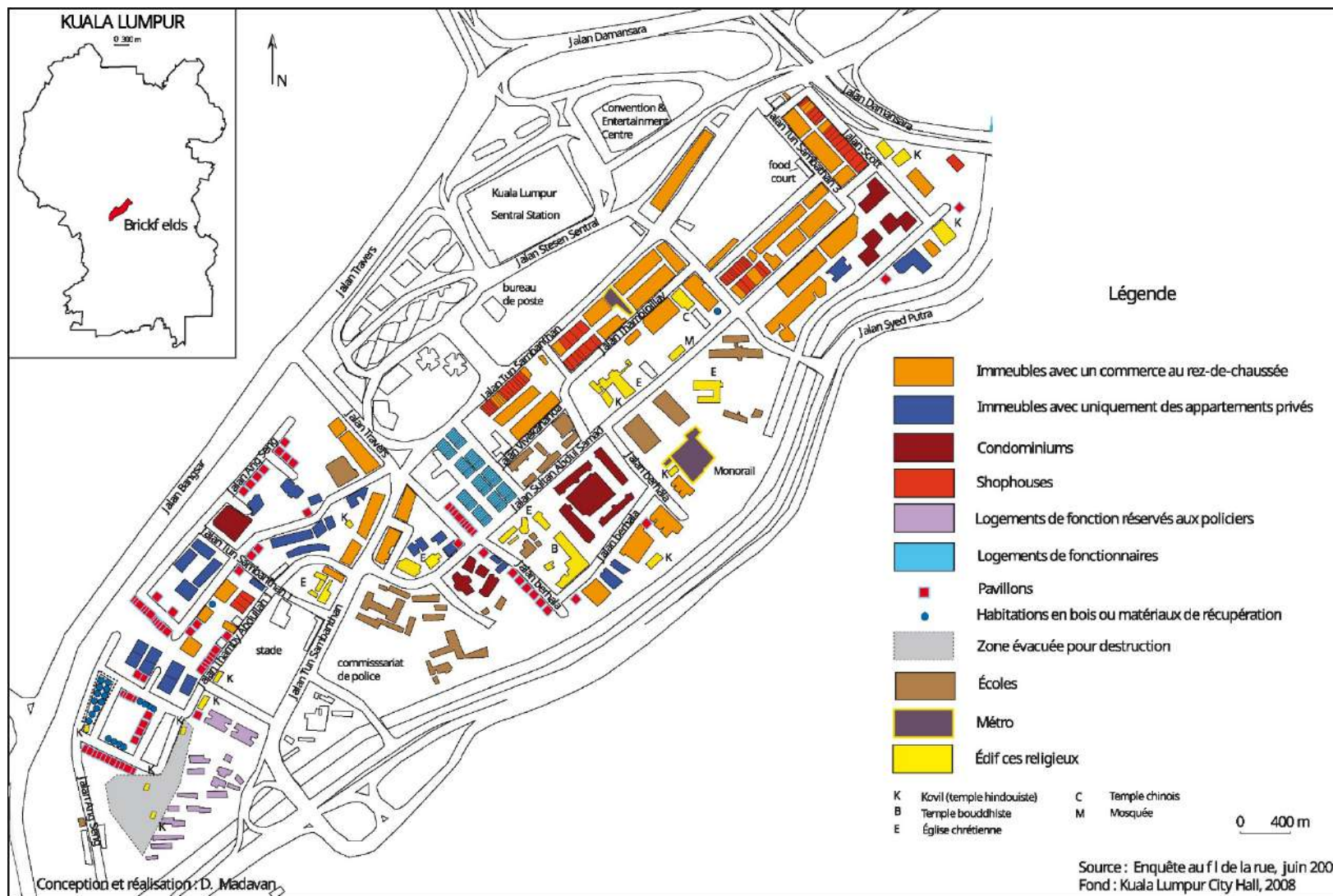


Figure 2 – La structure paysagère de Sentul

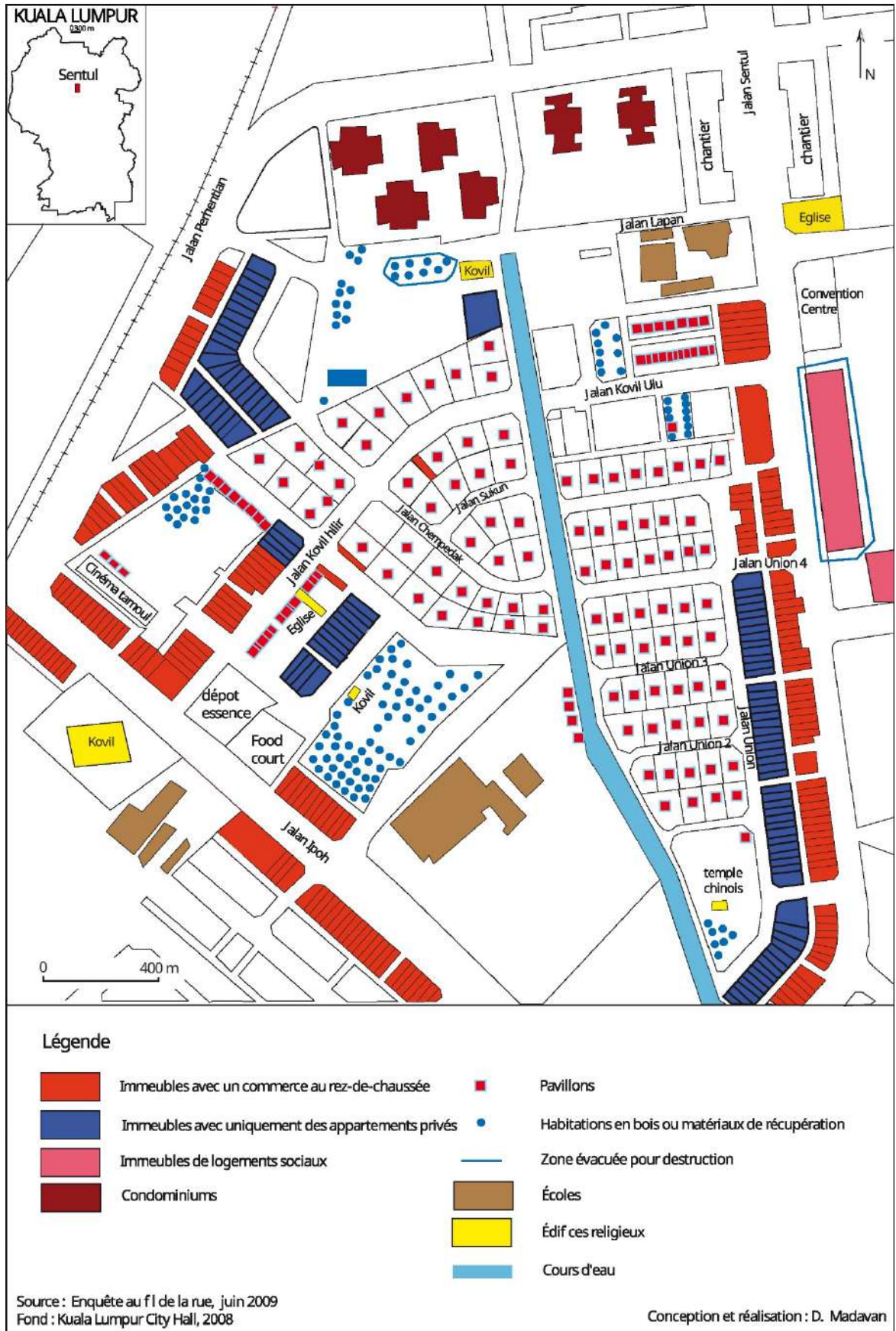
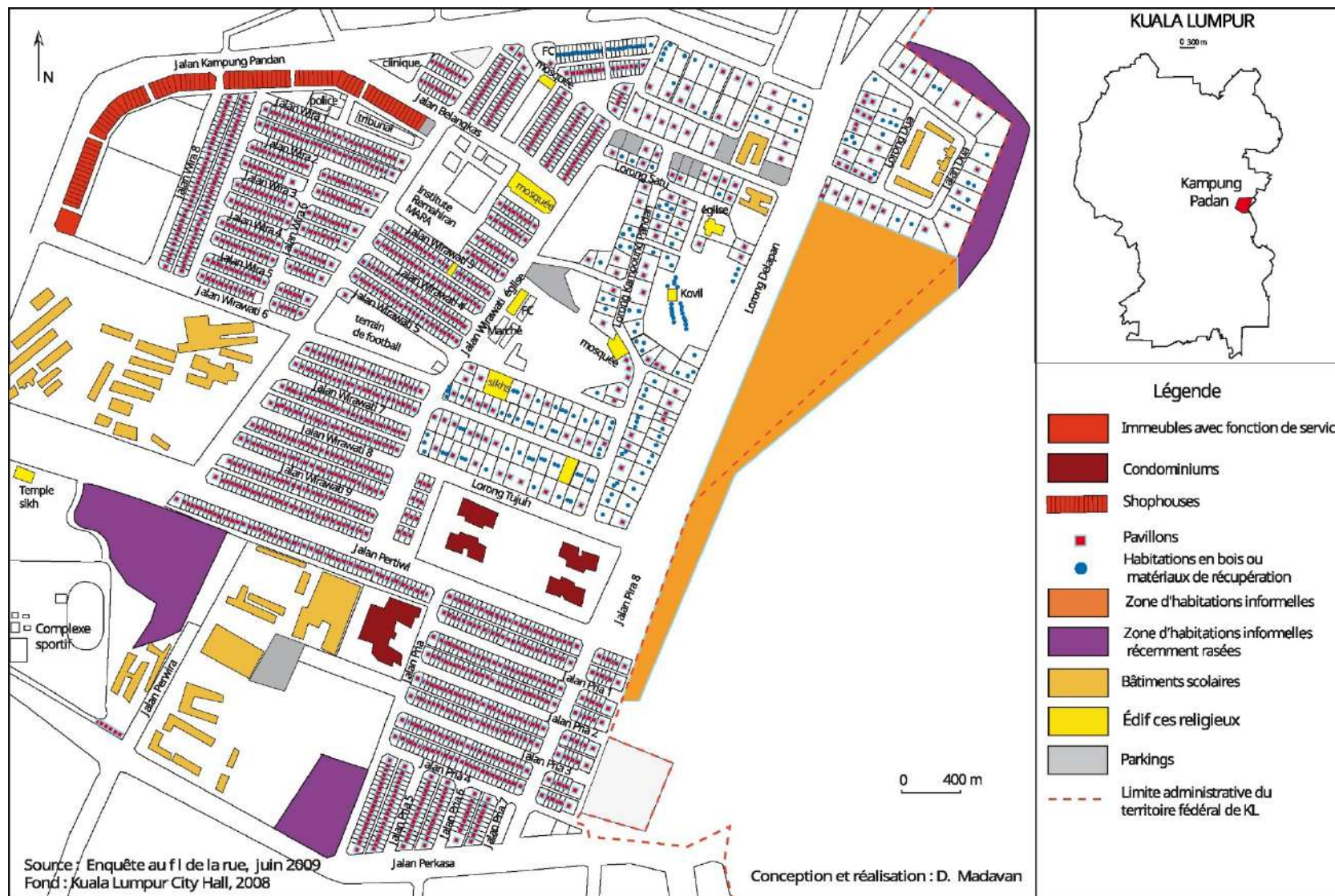


Figure 3 – La structure paysagère de Kampung Padan



Le profil socio-économique des habitants des quartiers connus pour abriter de fortes concentrations démographiques tamoules (Sentul, Brickfields et Kampung Padan) à KL est dès lors très différent de ceux qui occupaient ces terrains avant l'éradication des bidonvilles (Baxstrom, 2008). L'analyse des tableaux statistiques concernant le poids démographique des groupes ethniques à Brickfields de 1980 à 2000 (Tableau 2) montre que la destruction des bidonvilles a transformé le profil socio-économique du quartier sans pour autant entraîner une baisse de la part relative de la population tamoule. En effet, si le nombre de Tamouls chute, comme c'est d'ailleurs également le cas pour les Malais et les Chinois, le pourcentage de Tamouls par rapport à la population totale de Brickfields n'a pas changé et est resté à 38 %. Nous pouvons émettre l'hypothèse que le pourcentage de résidents tamouls se maintient grâce à l'installation d'autres Tamouls dans les différentes résidences privées. D'ailleurs, il est possible d'affirmer que le nombre d'habitants d'origine sud-asiatique est même supérieur grâce aux observations de Leclerc qui confirme que de nombreux informaticiens indiens expatriés résident dans les condominiums de Brickfields (Leclerc, 2012). La politique d'éradication des bidonvilles a donc incontestablement des conséquences sur la présence spatiale de l'identité tamoule. Toutefois, l'exemple de Brickfields montre que le processus de gentrification ne s'est pas toujours accompagné d'une chute du poids démographique de la population tamoule. L'évolution des paysages change l'image du quartier qui attire désormais des Tamouls des classes moyennes désirant vivre dans un espace du centre-ville marqué par l'identité communautaire, mais qui, à la différence des bidonvilles, leur apparaît plus fréquentable.

Tableau 2 – *Le poids démographique des communautés à Brickfields de 1980 à 2000.*

Année	Malais*		Chinois		Indiens ¹		Autres		Étrangers		Total
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	
1980	3 779	25 %	5 521	36 %	5 888	38 %	184	1 %	/	/	15 372
1991	4 081	29 %	4 096	29 %	5 142	37 %	122	1 %	617	4 %	14 058
2000	2 726	23 %	2 885	25 %	4 371	38 %	156	1 %	1521	13 %	11 659

*En 1991 et 2000, la catégorie « Malais » est distinguée de celle des « Autres Bumiputra ». Ces derniers sont alors reversés dans la catégorie « Autres » qui regroupe les citoyens malaisiens qui ne sont pas d'origine malaise, chinoise ou indienne. Les ressortissants étrangers sont classés dans la catégorie « non citoyens ». Source : Baxstrom (2008 : 17)

¹ Les statistiques malaisiennes ne distinguent pas la communauté tamoule des autres communautés sud-asiatiques. Les recensements distinguent, au sein des citoyens malaisiens, quatre groupes raciaux : les Chinois, les Malais, les Indiens et les « Autres ». C'est pourquoi nous serons obligés de considérer la communauté indienne pour avoir une idée, même imparfaite, de la localisation des Tamouls qui est de loin le groupe sud-asiatique démographiquement prépondérant en Malaisie.

À l'inverse, la réhabilitation du quartier informel de Sentul, qui a commencé au début des années 1980, a remis en cause le caractère tamoul du quartier comme l'explique Faizham Ahmad :

A similar scenario prevails in Bandar Baru Sentul, a project initiated by the state. The ethnic Malays also dominated the samples surveyed. More than three fifth (60,5 %) claimed they were Malays followed by more than a fifth (22,5 %) declared they were Chinese. This also suggests that politically the strategy to reside more Malays and Chinese into Sentul area, which previously is an Indian dominance parliamentary area has to some degree were achieved. It also suggested that the provision of low-cost housing initiated by the state has enabled the state to meet the social cohesion policy in which a harmony and balance of races is being met. (Ahmad, 2012 : 18)

Dans ce dernier cas, le processus de gentrification a totalement bouleversé la composition ethnique du quartier en faveur de la communauté malaise, majoritaire du pays.

Dans le cadre de cet article nous verrons comment la politique d'éradication des bidonvilles n'est pas sans conséquences pour les membres de la communauté tamoule, et que leur attitude varie en fonction de la classe socio-économique. Nous évoquerons d'abord l'attachement des bidonvillois tamouls à leur logement et combien il leur est difficile d'abandonner la maison qui forge leur sentiment d'appartenance à la ville et leur permet de se sentir chez eux dans leur territoire. Nous verrons dans un deuxième temps que cette politique de destruction des quartiers informels est à plusieurs titres perçue comme injuste par les bidonvillois tamouls qui y sont hostiles. De plus, il sera nécessaire de relever l'importante dimension géosymbolique des temples hindouistes informels² pour les bidonvillois tamouls qui a poussé les agents de l'État à prudemment négocier leur destruction ou leur déplacement auprès des responsables de ces édifices. Enfin, il sera opportun de souligner que les classes sociales tamoules plus aisées, qui ont des intérêts différents de la classe populaire, ont plutôt tendance à soutenir la politique de destruction des bidonvilles.

Encadré méthodologique : Cet article s'appuie sur une partie d'une recherche doctorale en géographie qui portait sur les « minorités tamoules à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour : minorités, intégrations sociospatiales et transnationalité » (Madavan, 2024). À Kuala Lumpur, la collecte de données s'est effectuée durant cinq mois entre 2008 et 2009 dans trois quartiers réputés pour avoir une importante concentration de population tamoule (Brickfields, Sentul et Kampung Pandan). L'étude entrecroise plusieurs méthodes d'enquête. Une enquête de terrain socioanthropologique a permis, grâce à des questionnaires, d'obtenir des données statistiques qualitatives et quantitatives représentatives de la perception des acteurs sur l'intégration. Quarante-neuf habitants tamouls à Brickfields, 25 à Sentul et 29 à Kampung Pandan ont répondu au questionnaire. Nous avons conduit des enquêtes auprès des habitants de ces quartiers rencontrés en faisant du porte à porte ou dans des espaces publics (rues, sorties des écoles, temples, églises, parcs, etc.) et dans les commerces. Un certain nombre d'entretiens a aussi été réalisé auprès de personnes-ressources universitaires, politiques, membres de l'administration en charge de l'aménagement de la ville ou travaillant dans des associations communautaires. Les questionnaires et les entretiens ont été réalisés en face à face, en tamoul et dans quelques cas en anglais. L'enquête de terrain a été complétée par un important travail d'observation des espaces publics (lieux de culte, locaux

² Les temples hindouistes informels correspondent aux édifices religieux qui ont été construits sans être enregistrés légalement auprès des autorités de la ville. Les fidèles ont par ailleurs construit ces temples sur des terrains qui ne leur appartiennent pas juridiquement.

d'associations, rues) et domestiques (intérieurs et extérieurs), afin de mieux s'immerger dans la réalité quotidienne de ces terrains très différents. D'ailleurs, des enquêtes de terrain au fil de la rue ont été réalisées afin de recenser les différents types d'habitats de chaque quartier (logement informel, *kampung house*, immeuble de logements sociaux, immeubles privés, pavillon, condominium) en vue de les cartographier (cf. Figures 1, 2 et 3). La méthode ethnologique et anthropologique combinant les enquêtes et l'observation s'est avérée très enrichissante pour mieux appréhender la réalité dans laquelle vivent les Tamouls dans ces quartiers. Je me suis également appuyé sur les recherches, très empiriques, de Baxtrom (2008), réalisées pendant la destruction des bidonvilles de Brickfields. Les témoignages, à vif, recueillis auprès des bidonvillois tamouls par cet anthropologue ont constitué une précieuse source d'informations. L'ouvrage de Moses (2007), un ancien habitant de Brickfields qui souhaitait laisser aux générations futures une mémoire de la vie de son quartier avant les grands travaux de réaménagement urbain, a également été très utile pour appréhender l'importance de géosymboles alors marquants (édifices religieux, logements, etc.).

L'attachement des bidonvillois tamouls à « leur territoire ».

À bien des égards, il est difficile pour des bidonvillois tamouls d'accepter de devoir quitter leur logement malgré la précarité de leurs conditions de vie. La maison, bien qu'insalubre, forge leur sentiment d'appartenir à la ville et les ancre dans le milieu urbain (Madavan, 2024). D'autres éléments tout aussi importants contribuent également à créer un lien émotionnel entre ces populations pauvres et le territoire dans lequel elles vivent.

L'origine commune et l'expérience de déterritorialisation à la suite de l'expulsion des plantations malaisiennes dans le cas des bidonvillois de Kampung Pandan ou du déracinement des campagnes indiennes pour ceux de Brickfields et Sentul, ainsi que la précarité dans laquelle ils se trouvent, nourrissent le sentiment qu'ils n'ont pas d'autre solution que de rester unis afin d'avoir une chance de survivre et de demeurer dans leur habitation informelle. Mais la fragilité de la tenure ne suffit pas à expliquer l'attachement des bidonvillois à leur lieu de vie. Il repose notamment sur le patrimoine culturel immatériel (religieux, chants, danses, croyances, interdits sociaux) transmis de génération en génération, qui renforce l'impression d'une certaine permanence de la communauté tamoule dans ces espaces. L'association de la pratique, de la représentation ou de l'expression des connaissances et des savoir-faire avec le milieu ³qui les entoure facilite l'assimilation du bidonville où ils vivent comme un espace culturel tamoul appartenant à leur patrimoine. Ces bidonvilles sont alors porteurs d'identités et deviennent à ce titre des « territoires-racines » (Di Méo, 2004). L'espace est ainsi, comme l'a souligné Di Méo (2004), « un langage qui peut véhiculer une mémoire collective et donner forme à l'identité ». L'identification des Tamouls aux bidonvilles est donc en partie due à la territorialisation de leur identité, leur permettant ainsi de se sentir « chez eux ». D'une certaine façon, l'appartenance à ces bidonvilles est associée dans l'esprit des Tamouls qui y résident à l'appartenance ethnique.

³. Ce sont notamment les connaissances et savoir-faire liés au respect des croyances, coutumes ou interdits sociaux, religieux ou culturels. Les femmes qui ont leurs règles ont par exemple interdiction de se rendre au temple. Lors d'un décès, la famille endeuillée a interdiction d'assister à des festivités ou d'aller au temple).

À cela s'ajoute également l'ensemble des relations sociales construites autour du logement et qui y prennent place (lieu de réunion, lieu de solidarité et lieu de pratiques religieuses). Pour ces personnes qui sortent relativement peu de leur bidonville (Baxstrom, 2008 ; Moses, 2007), les temples, les échoppes de thé ou d'alcool sont différents lieux de sociabilité dont la fréquentation est limitée aux résidents de ces quartiers spontanés, voire à certains groupes de population y vivant et qui ne sont pas fréquentés par les étrangers (non-résidents). La pratique sociale et spatiale de la ville par les populations pauvres, souvent limitée à leur bidonville, participe à consolider leur attachement à ce qu'ils considèrent être leur territoire. Leurs réticences à quitter leur maison et à changer de quartier se nourrissent de la peur de ne plus retrouver ailleurs cette spatialité et leur milieu tamoul, connus et rassurants.

Dans le cas des bidonvillois tamouls, le sentiment d'appartenir à une minorité marginalisée par l'État est un autre facteur qui incite ces derniers à ne pas quitter leur quartier. En effet, la politique d'éradication des bidonvilles est perçue comme un nouvel instrument de marginalisation des Tamouls par l'État. Les membres de cette minorité suspectent ainsi le gouvernement de vouloir détruire les enclaves tamoules et de les disperser afin d'imposer à l'ensemble du paysage urbain de la capitale une image malaise et islamique. La destruction des bidonvilles est ainsi vécue comme une menace au caractère unique de ces quartiers dans lesquels les Tamouls ne se sentent pas étrangers grâce à la présence d'espaces communautaires familiers (Baxstrom, 2008). Ces quartiers sont pour les Tamouls le support spatial d'un symbole identitaire qui permet de se faire une place dans la ville et la société malaisienne tout en préservant leur cohésion communautaire.

Les bidonvilles tamouls, qui sont des espaces de distinction vis-à-vis la culture de la communauté majoritaire omniprésente, ont une fonction de refuge pour la minorité. Lorsque l'intégrité de ces territoires est remise en cause par le développement urbain, c'est le socle symbolique sur lequel repose la reproduction socioculturelle de l'identité tamoule qui est considérée comme menacée.

La menace de destruction des bidonvilles est perçue comme une remise en cause du lien qui unit les bidonvillois à leurs habitations et à leurs quartiers spontanés. Cela amène ces derniers à dénoncer le refus de l'État de reconnaître leur droit à la ville. Dans le cas plus spécifique des bidonvillois tamouls, plusieurs autres craintes s'ajoutent à la peur de perdre leurs logements et cela renforce leur sentiment d'insécurité.

Les bidonvillois tamouls face aux pouvoirs publics

Le caractère légal des destructions et l'impossibilité de pouvoir réellement influencer sur les décisions des pouvoirs publics se traduisent par le développement chez les bidonvillois tamouls d'un sentiment d'injustice et d'impuissance.

La fragilité de tenure : élément clé dans les rapports de force entre les bidonvillois et l'État.

Le « déficit de citoyenneté », qui correspond au fait de ne pas pouvoir vivre dans des conditions décentes, mais aussi à une absence de droits et à une insécurité quant au lieu de résidence, rend légitime pour les États l'éradication des quartiers spontanés et le déplacement des bidonvillois (Baby-Collin et Bouillon, 2008 ; Zerah *et al.*, 2011). Malgré le caractère légal de ces destructions, ces dernières sont perçues comme injustes par les habitants des bidonvilles. En effet, l'existence depuis plusieurs décennies des *kampung*s urbains à Kuala Lumpur a été tolérée malgré leur illégalité par les autorités publiques (Madavan, 2024). Ainsi, les bidonvillois ont eu la conviction d'une reconnaissance de leur présence. Ce droit à la ville et la volonté d'être reconnus comme des citoyens légitimes, malgré l'illégalité de la tenure, est notamment perceptible dans le vocabulaire choisi par certains militants défendant les droits des habitants de zones informelles qui les appellent des « pionniers urbains » (Hashim, 1995). Ce terme est privilégié afin de souligner le rôle actif et positif des hommes et des femmes qui ont, malgré leurs faibles moyens, investi et aménagé des espaces en marge de la capitale. Cet investissement et leur présence sur une longue durée renforcent ce lien entre ces territoires et ces personnes. Ils attendent que cela soit pris en compte par l'État dans le cadre du réaménagement urbain.

Cette perception est à l'opposé de celle de l'État qui a la capacité de décréter des actes et de s'appuyer sur la justice afin d'imposer sa volonté et de remettre ainsi en cause les croyances des bidonvillois et la survie de leur espace de vie (Sufian et Mohamad, 2009). Le *Land Acquisition Act* de 1960, amendé en 1991, est le principal instrument légal utilisé par l'État malaisien afin d'exercer son autorité et d'entreprendre une réorganisation systématique des espaces urbains de KL. Cet acte permet à l'*Urban Development Authority* (UDA) de réquisitionner des terres ou d'expulser des bidonvillois des terrains appartenant à l'État afin de développer des projets jugés d'intérêt public, sans dispositions prévoyant un examen juridique (Baxstrom, 2008). Les habitants de ces secteurs informels se retrouvent démunis de moyens d'action envers les autorités publiques.

Les bidonvillois ont d'autant plus de mal à accepter les politiques d'éradication de leur lieu de vie que la définition des zones de logements informels et formels leur apparaît arbitraire comme dans le cas de Kampung Pandan (Figure 3). La distinction dans la partie orientale du quartier, entre une zone mixte composée de pavillons et de *kampung houses* séparés par une rue d'un secteur d'habitations informelles avec des *kampung houses* et des taudis, n'est due qu'à l'histoire et qu'à la décision des Britanniques d'accorder dans la première zone des titres de propriété aux Indiens. Cette différence juridique de la propriété de la terre a favorisé une meilleure intégration des habitants de la première zone qui ont réalisé des travaux pour améliorer la qualité de leur logement et disposent des services publics (ramassage des ordures, eau, électricité) alors que la partie informelle est restée longtemps à l'écart des projets de

développement. Le développement contrasté de ces deux zones pourtant limitrophes et la différence dans la façon de traiter les habitants par les autorités nourrissent le sentiment d'injustice des bidonvillois qui sont confrontés à la volonté de la ville de les faire déguerpir.

Malgré l'illégalité de leur installation, ces habitants considèrent appartenir au quartier et à la ville. C'est ce qui explique que l'État, avec sa politique de destruction des bidonvilles, entre très souvent en conflit avec les bidonvillois qui ne veulent pas perdre le contrôle de l'espace dans lequel ils vivent. Le manque d'échanges entre les pouvoirs publics et les populations affectées par les éradications participe à nourrir le malaise de ces personnes.

Les bidonvillois mis à l'écart des prises de décisions.

Le sentiment d'injustice et le malaise des populations victimes des politiques de nettoyage des bidonvilles sont amplifiés par le manque d'informations et de consultation de la part des pouvoirs publics (Baxstrom, 2008 : 105).

L'absence de dialogue avec les populations directement concernées par la politique d'éradication des bidonvilles accentue l'incompréhension et le sentiment d'injustice des habitants. La gestion de cette politique fait émerger auprès de ces habitants une mémoire d'actes passés similaires. Les expulsions sont un facteur de discorde entre l'État et les personnes directement affectées par le choix de cette politique. Plusieurs cas de destructions de logements informels au bulldozer (Baxstrom, 2009; Hashim, 1995), sans que les résidents ne soient préalablement suffisamment informés de la date de la démolition⁴, ont traumatisé des bidonvillois qui ont perdu leurs effets personnels et le faible capital foncier du ménage.

Le non-respect des promesses formulées par les représentants politiques ou celles des agences en charge du développement urbain détériorent aussi la confiance des Tamouls vis-à-vis des pouvoirs publics (Nagarajan, 2004). L'attitude des responsables politiques malais contribue à faire assimiler, chez la communauté minoritaire, ce programme comme un moyen d'éradiquer les bidonvilles tamouls jugés comme étant de potentiels foyers de résistance à la domination malaise. La partialité de l'État, telle qu'elle est ressentie par les Tamouls les plus pauvres, accentue leur malaise et leur impression de ne pas être traités équitablement par rapport aux bidonvillois malais. Ce sentiment d'être abandonnés par les pouvoirs publics est également attisé par l'attitude des forces de l'ordre, composées essentiellement de Malais. L'utilisation de la police dans le cadre

⁴Sufian A. et Mohamad N.A. (2009 : 116) expliquent dans leur article que le *Federal Capital Act* de 1960 et le *Federal (Squatter Clearance)* de 1963 accordent au *Commissioner* du Territoire fédéral de Kuala Lumpur le droit de démolir toutes constructions illégales en donnant un préavis d'au moins sept jours à l'occupant avant la destruction. Mais ces textes de loi ne précisent pas si la notification doit être écrite ou orale, ce qui introduit de possibles sources de tension. Certains bidonvillois étant illettrés, il leur est difficile d'avoir accès à l'information écrite. Par ailleurs, le délai de sept jours est souvent trop court pour que les bidonvillois puissent déménager leurs biens parfois accumulés depuis des dizaines d'années.

des destructions des logements informels incarne, pour les bidonvillois tamouls, l'utilisation de la force par la majorité malaise contre la minorité. C'est d'ailleurs très souvent ainsi que les médias ou les organisations non gouvernementales (ONG) tamoules dépeignent ces opérations de nettoyage urbain afin de mobiliser le soutien de la communauté. Les bidonvillois tamouls critiquent la police locale qui ignore leurs plaintes lorsqu'ils sont agressés par des hommes de main engagés par les promoteurs immobiliers ou lorsque leurs logements ont été détruits par des incendies douteux. Les Tamouls soupçonnent la police d'être complice avec les auteurs de ces attaques. Cette situation a conduit des bidonvillois de Kampung Pandan, qui subissaient des menaces par des personnes extérieures au bidonville pour leur logement, à déposer une plainte officielle au quartier général du *Disciplinary Division of National Police* à Bukit Aman et non auprès des policiers locaux auxquels ils ne faisaient pas confiance (Hashim, 1995).

Si des manifestations ou des actions symboliques sont organisées pour défendre leurs droits et surtout tenter de négocier de meilleures conditions de départ, les bidonvillois ne peuvent pas refuser de partir sous peine d'être expulsés de force. Face à la puissance et la volonté des pouvoirs publics, c'est souvent le fatalisme qui l'emporte et l'éviction apparaît inéluctable. Dans ce contexte, la majorité des bidonvillois acceptent généralement les conditions de compensation de l'État pour éviter l'éviction par la force et tout perdre.

La question du relogement des anciens bidonvillois.

Les bidonvillois finissent souvent par accepter de quitter leur logement informel. Toutefois, ils sollicitent l'obtention de conditions de relogement acceptables et de ne pas être lésés par le déplacement. Mais, comme dans de nombreux autres pays du Sud (Dupont, 2010; Blot, 2013), les critères d'admissibilité fixés par les autorités publiques pour l'attribution d'un appartement social ou d'une parcelle en périphérie de la ville engendrent des problèmes. Ces derniers reposent notamment sur la date d'installation dans le bidonville. Ce critère a pour conséquence de distinguer deux groupes parmi les bidonvillois. Selon leur date d'installation sur le site, avant ou après la date butoir définie par les autorités publiques, ils seront ou non admissibles à des compensations ou à des alternatives de relogement. Les bidonvillois font cependant face à deux difficultés majeures lorsqu'ils sont soumis à ce critère d'admissibilité. Par exemple, les bidonvillois ne sont pas toujours en mesure de prouver leur identité et leur admissibilité au programme de relogement. En effet, certains ont tout perdu lors de précédents incendies ayant affecté le bidonville. D'autres n'ont jamais eu de documents attestant de leur identité. Ces personnes se retrouvent dans l'impossibilité matérielle de faire valoir leurs droits. D'autre part, les opérations d'éradication des bidonvilles sont aussi perçues par certains comme des opportunités pour obtenir un logement public. Ainsi, lors de l'enquête sur le terrain à Kampung Pandan, une des bidonvilloises accueillait sa fille, qui s'était installée à Klang après son mariage, et tentait de la faire reconnaître comme une des résidentes du logement. Les autorités publiques proposant

des relogements à l'échelle des familles nucléaires, cette stratégie, si elle réussissait, pouvait permettre à la famille de recevoir deux logements sociaux. Prouver son admissibilité est donc indispensable pour les bidonvillois, dans la perspective de recevoir des compensations pour leur expulsion. Toutefois, la méfiance des pouvoirs publics et leurs réticences à accorder à tous les bidonvillois des solutions de logement se traduit par la contestation de la validité administrative de certaines pièces qui sont fournies. Les personnes qui se retrouvent exclues des programmes de logement sont affectées psychologiquement et matériellement. En plus d'être expulsées et de voir leur logement être détruit, elles se voient refuser le statut de victimes. Elles sont abandonnées et plus précaires qu'elles ne l'étaient à l'origine. Les personnes déboutées dans leurs démarches administratives ressentent un sentiment d'impuissance et de marginalisation par l'appareil d'État.

Cependant, les bidonvillois qui répondent aux critères d'admissibilité sont, selon les cas, relogés dans des appartements sociaux à KL ou réinstallés dans une zone d'accueil hors de la ville. Ces relogements dans des immeubles sociaux permettent aux anciens bidonvillois d'accéder à un habitat formel. Pour soutenir les foyers en extrême précarité (gagnant moins de 500 RM⁵ par mois), l'État instaure pour ces familles un loyer bloqué à environ 120 RM durant les cinq premières années. Malgré le plafonnement du loyer, les surcoûts engendrés par l'occupation de ce type d'habitation, comme les frais d'entretien et les charges, pèsent sur le budget de ces ménages très pauvres qui ne peuvent pas toujours les supporter. Malgré l'amélioration de la qualité du cadre de vie par rapport à celui qu'ils avaient dans les *kampungs*, leur situation financière n'en reste pas moins précaire. En effet, bien qu'insalubres et précaires, les logements informels présentaient l'avantage de répondre aux besoins spécifiques de ces populations pauvres : avoir un toit gratuit et bénéficier d'une solidarité communautaire qu'ils ont perdue en emménageant dans les immeubles sociaux avec des voisins inconnus. L'installation dans un appartement social est même considérée par certains comme un déclassement, car le bidonvillois passe du statut de « possesseur » à celui de locataire. Dès lors, ces personnes doivent faire face à une nouvelle pression, celle de devoir payer chaque mois son loyer pour ne pas perdre son logement, en plus de se nourrir, sans que pour autant leurs revenus aient augmenté entre-temps. Si tous les bidonvillois relogés dans des logements sociaux sont confrontés aux mêmes problèmes quelle que soit leur identité culturelle, les aides sociales dont bénéficient les populations malaises, et que les Tamouls n'obtiennent que très difficilement, induisent un sentiment d'injustice et de discrimination insupportable pour ces derniers. L'imposition de quotas ethniques est aussi particulièrement mal vécue par les Tamouls qui trouvent injustes que la grande majorité des logements sociaux soit réservée à des Malais dans des quartiers réputés à l'origine pour être tamouls.

L'État s'est également efforcé de favoriser la construction d'appartements abordables pour les foyers à faible revenu afin de garantir leur acquisition. À partir de

⁵ En octobre 2023, le taux change était de 1 euro pour 5,08 ringgits malaisiens (RM)

1981, un système subventionné de location/acquisition permet à certains bidonvillois d'acheter leur appartement social pour un coût adapté aux revenus du ménage. Certains utilisent notamment l'argent reçu en compensation financière à la suite de l'expulsion du bidonville. Ces mesures ont permis à certains relogés d'acquérir un logement malgré leurs faibles revenus. Ainsi, les foyers dont les revenus sont compris entre 500 et 750 RM par mois ont la possibilité d'acheter pour 25 000 RM maximum certains logements (*Low Cost Houses*) qui leur sont réservés. Pendant 17 années, les pouvoirs publics maintiennent les prix inchangés malgré l'inflation. Face aux plaintes des promoteurs privés, l'État accepte d'instituer une nouvelle structure de prix en juin 1998 (Tableau 3) et impose que tout projet immobilier de plus de cinq acres développé par des entrepreneurs privés réserve 30 % de la zone pour la construction de logements sociaux. Les nouveaux prix fixés par l'État prévoient que les familles dont les revenus mensuels sont compris entre 750 et 1000 RM soient admissibles à l'acquisition d'un appartement pour 25 000 RM alors que les foyers gagnant de 1200 à 1500 RM mensuellement peuvent prétendre quant à eux à des appartements (*Medium Cost Houses*) plus grands pour un prix de vente maximum fixé à 42 000 RM.

Tableau 3 – Le système de prix fixé par l'État pour l'achat d'un appartement social de 1998 à 2008.

Prix du logement	Revenus du foyer pour être admissible
42 000	1200 à 1500
35 000	1000 à 1350
30 000	850 à 1200
25 000	750 à 1000

Source : Noraliah et Ho (2008 : 11)

Les agences publiques et les promoteurs immobiliers proposent la vente de ces appartements aux personnes inscrites sur une liste d'admissibilité pour l'achat d'un logement social. Le *Federal Territory Housing Agency* identifie plusieurs critères pour déterminer l'admissibilité :

- le candidat doit être Malaisien ;
- il doit être marié (divorcé ou veuf) ;
- le revenu total du foyer ne doit pas dépasser les 2000 RM par mois ;
- il doit être enregistré sur l'*Open Registration System*⁶ ;

⁶ L'*Open Registration System* est la mise en ligne de la liste des personnes admissibles à l'achat d'un logement social. Ce système doit assurer que la vente des appartements, aussi bien par les agences publiques que par les promoteurs privés, est juste et qu'elle se fait dans la transparence afin d'éviter les soupçons de corruption et de favoritisme.

- il doit vivre ou travailler dans le territoire fédéral de Kuala Lumpur ;
- il ne doit pas déjà posséder de propriété à moins de 35 km du centre-ville ;
- il doit être admissible à l'obtention d'un crédit pour l'achat du logement par le gouvernement ou des institutions financières.

Malgré les efforts de transparence de l'État dans l'allocation des logements, de nombreux bidonvillois, particulièrement les Tamouls, continuent de dénoncer la corruption et la lourdeur de la procédure administrative qui ne garantissent pas l'équité des chances.

En outre, la baisse de qualité des conditions de vie dans ces immeubles sociaux est à l'origine d'une dépréciation de ce type d'habitat. L'utilisation de matériaux de mauvaise qualité pour construire ces immeubles et le manque d'entretien contribuent à une dégradation rapide de ces immeubles collectifs. Ces habitats, où se concentre une forte densité de population pauvre, sont également de plus en plus associés dans l'imaginaire collectif à des lieux de violence, de vandalisme et à des terrains pour le développement de la criminalité (Jayasooria, 2008 ; Nagarajan, 2004). Les Tamouls des immeubles sociaux regrettent également la perte de la structure communautaire ainsi que ses éléments de contrôle (implicites et explicites), la perte de leur mode de vie et des liens de solidarité qui existaient dans leur ancien bidonville. L'image négative de ces immeubles sociaux est à l'origine d'une ségrégation au sein même des bidonvillois confrontés à la destruction programmée de leur bidonville. Les familles les plus aisées préfèrent en effet acquérir un pavillon plutôt que de s'installer dans les logements sociaux proposés par l'État (Nagarajan, 2004). La perception de ces immeubles comme des espaces dangereux pousse donc cette frange de la population des anciens bidonvillois à choisir un logement individuel alors qu'ils ne ressentaient pas de malaise lorsqu'ils vivaient dans les bidonvilles. Ainsi, bien que les anciens bidonvillois aient changé de cadre physique de vie en intégrant un appartement social, ils n'en demeurent pas moins stigmatisés du fait de vivre dans un espace de vie perçu comme dangereux. S'il existe un certain malaise chez les habitants de ces appartements sociaux, ils se considèrent néanmoins plus chanceux que les bidonvillois qui ont dû accepter une solution de relogement hors de Kuala Lumpur.

En effet, avec le réaménagement urbain de la capitale et le processus de gentrification de Kuala Lumpur, il est devenu de moins en moins intéressant pour les promoteurs immobiliers de construire des immeubles sociaux face à la concurrence de projets plus rentables et internationaux (Tan Teck-Hong, 2011). Pour continuer l'éradication des bidonvilles, KL préfère désormais reloger les bidonvillois dans des immeubles sociaux qui se trouvent hors des limites de la ville. Cette solution est généralement peu plébiscitée par les bidonvillois qui la considèrent comme leur étant défavorable. À Kampung Pandan, le *City Hall* propose aux habitants dont les logements informels doivent être détruits de louer des appartements sociaux dans Kampung Muhibbah à Puchong qui se trouve à 20 km de leur domicile. La municipalité promet aux bidonvillois que leur déplacement ne sera que temporaire et que leurs dossiers seront jugés prioritairement lors de l'attribution des appartements sociaux qui doivent

être érigés dans le quartier. Pour inciter les bidonvillois à déménager à Puchong, le *City Hall* met gratuitement à leur disposition des camions et leur propose un dédommagement de 1000 RM. Malgré les promesses des pouvoirs publics, certains habitants restent réticents à l'idée de s'installer si loin de leur quartier.

Le coût socio-économique qu'entraîne le relogement en périphérie de la ville remet en question les moyens de subsistance de la famille. Les populations des bidonvilles occupent souvent des emplois peu qualifiés (ouvriers, conducteurs, gardiens, femmes de ménage, activités informelles, etc.) qui n'existent souvent pas sur le site de relogement. Les revenus du ménage risquent aussi d'être amputés par suite de la perte de l'emploi. La scolarité des enfants est également perturbée. Les enfants qui suivaient un enseignement dans des écoles tamoules sont souvent obligés d'intégrer une école avec un enseignement malais. Leur mauvaise maîtrise de cette langue par rapport à leurs camarades malais est à l'origine de l'échec scolaire et de la déscolarisation des adolescents. En outre, le relogement dans des périphéries mal adaptées aux besoins des Tamouls et mal desservies en transports publics est perçu comme une manifestation visible de leur exclusion sociospatiale de la capitale. C'est ce qui explique que ces Tamouls pauvres perçoivent la politique urbaine de l'État comme un nettoyage des bidonvilles visant à faire déguerpir les populations les plus pauvres et plus particulièrement les Tamouls.

Si les pouvoirs publics se montrent intransigeants quant à l'éradication des bidonvilles et à l'expulsion de leur population, leur attitude est différente lorsqu'il est question des temples hindouistes informels.

Le sort des temples informels dans le cadre de la politique de réaménagement des bidonvilles.

Dans le cadre de la politique de réaménagement des bidonvilles, l'attitude des pouvoirs publics à l'égard des temples hindouistes informels s'inscrit dans le cadre d'une recherche d'un consensus.

L'importante dimension géosymbolique de ces lieux religieux et culturels pour les Tamouls des bidonvilles explique la prudence des agents de l'État qui cherchent à négocier leur destruction ou leur déplacement auprès des responsables de ces édifices⁷. En effet, ces espaces religieux ont aussi une fonction de ressourcement identitaire. La pratique d'un hindouisme populaire, si elle est dépréciée par les classes moyenne et supérieure hindouistes, rassemble les membres de ces petites communautés dont les croyances, les rites et les pratiques peuvent diverger d'un temple informel à l'autre à l'intérieur d'un même bidonville. En outre, ces temples demeurent des espaces de vie primordiaux. C'est là que la communauté a l'habitude de se retrouver pour la fête du temple (Figures 4 et 5) et de partager ensemble l'expérience de la pratique de la

⁷ Les responsables de ces temples sont souvent la personne ou la famille à l'origine de la construction du temple informel. Le prêtre (*pusari*) est souvent un d'entre eux. Dans l'un des deux temples informels visités à Brickfields, une femme occupait d'ailleurs ce rôle.

possession (Figure 6) ou de la scarification. Les temples conservent ainsi leur fonction de haut lieu de sociabilité communautaire.

Malgré l'absence de titres de propriété, les principes et les croyances des bidonvillois tamouls sont pris en compte par l'État. Des négociations sont menées entre les agents de l'État et les comités de direction des temples. Outre les compensations financières, les impacts de la démolition ou du déplacement sur la vie du temple sont aussi considérés. Les agents de l'État veillent à ne pas provoquer la colère des divinités ou porter atteinte à la sainteté du temple (Baxstrom, 2008). Pour cela, ils respectent le calendrier recommandé par les astrologues, ainsi que les obligations et les rites hindouistes qui accompagnent le processus de désacralisation d'un édifice religieux. La reconstruction d'un nouvel édifice, près du site originel, est également très souvent convenue. Tout ce processus est très bien décrit par Baxstrom à travers l'exemple de trois temples hindouistes de Brickfields : ceux de Murugan et Hanuman qui existent depuis plus de trois décennies et celui de Krishna qui a été érigé 10 ans plus tôt dans le quartier.

Yet, once the plan to move the Murugan and Hanuman temples to another site was settled, it became clear that KL Monorail and local government officials felt that moving the Krishna temple to the same site would solve an impending problem for them. The temple did not agree, however, raising objections based on spiritual considerations. The major points of contention were two: (1) the temple priest judged that the proposed new site was not suitable for a third temple, and (2) the astrological considerations showed that the time was not advantageous for moving the temple. Also, the Krishna temple had only occupied its current site for a little time over a decade. Because certain rites of consecration take place throughout the first twelve years of the temple's existence, this temple was barely considered fully functional by devotees. To disrupt this process yet again by moving could prove to be disastrous [...]. Although the temple committee did not reject the monorail plan outright, it raised serious objections to moving and flatly refused to relocate until the astrological configurations were more suitable [...]. The blueprints for the park provided to me in September 2002 by KL Monorail officials indicated that temple, rather than being moved, would ultimately become part of the "entertainment"⁸ planned for visitors. (Baxstrom, 2008 : 203)

L'exemple des négociations engagées entre les représentants des pouvoirs publics et les membres des comités de direction des temples souligne aussi l'enjeu politique pour l'État d'éviter la confrontation dans le domaine religieux avec une des minorités du pays. C'est ce qui explique les précautions prises afin de ne pas donner l'impression de commettre un outrage envers les croyances religieuses des Tamouls. Cette préoccupation est d'ailleurs si importante que l'État arrive même à faire des compromis malgré les enjeux économiques liés à la construction de la ligne de métro KL Monorail. L'État peut, malgré l'éradication des bidonvilles, se prévaloir de respecter les pratiques

⁸ La construction de la gare centrale (KL Sentral) est à l'origine de la transformation de Brickfields qui passe alors du statut de périphérie marginalisée à celui d'espace central (Baxstrom, 2008 ; Leclerc, 2012). L'ancien quartier ghetto indien (Moses, 2007) devient en quelques années la nouvelle vitrine de la communauté tamoule/indienne, un *Little India*, et un quartier à la mode. Le caractère ethnique du quartier est exploité par les autorités publiques qui présentent Brickfields comme un des lieux incontournables à voir à Kuala Lumpur afin d'inciter les touristes à s'y rendre. Les visites des temples hindouistes et des commerces indiens du quartier doivent permettre de satisfaire les attentes des touristes.

religieuses de cette minorité et montrer que les Tamouls ne sont pas stigmatisés en tant que communauté ethnique. C'est un moyen pour la puissance publique de légitimer son action et de montrer qu'elle agit dans l'intérêt général. Ainsi, au contraire des bidonvillois tamouls qui sont expulsés afin de permettre le réaménagement des bidonvilles, un certain nombre de leurs temples demeurent malgré leur départ. Ces temples sont ainsi les derniers édifices de l'époque du bidonville à être conservés. Dès lors, ces édifices deviennent les derniers lieux de mémoire et donc le dernier lien avec le passé pour la communauté qui les a occupés. L'attachement à ces géosymboles se traduit par la fréquentation préservée de ces édifices qui permet de maintenir un lien avec le territoire et une certaine solidarité des fidèles malgré leur éparpillement géographique.

Figure 4 – Fête annuelle du temple informel de Muniswaran (Brickfields).



Cette photographie a été prise à l'occasion de la fête annuelle du temple informel de Muniswaran à Brickfields. Bien que les dévots du temple aient presque tous été expulsés, ils sont spécialement revenus pour célébrer Muniswaran. Ce temple continue de conserver, malgré la destruction du bidonville, sa fonction de haut lieu de sociabilité communautaire.

© Madavan, Brickfields (Malaisie), 2009.

Figure 5 – *Offrandes au dieu Muniswaran (Brickfields).*



La pratique de la religion dans les temples informels est plus « populaire » (*folk deities*) comme en témoignent les offrandes présentées à Muniswaran. Les fidèles lui présentent des fleurs, des fruits, du lait, mais également de la bière, un cigare et un plat cuisiné comportant des œufs et de la viande. Le sacrifice d'animaux ou l'offrande d'alcool et de tabac, qui seraient jugés déviantes par des hindouistes orthodoxes, sont au contraire jugés plus appropriés par les fidèles pour satisfaire Muniswaran.

© Madavan, Brickfields (Malaisie), 2009.

Figure 6 – *La pratique de possession lors de la fête annuelle du temple de Sri Padapathira (Brickfields).*



Cette photographie a été prise lors de la fête annuelle du temple de Sri Padapathira Kaliyamman de Brickfields. Au cours de cette célébration, l'homme assis sur la chaise est possédé par la divinité. Les autres dévots viennent, un par un, l'honorer et lui demander la bénédiction divine.

© Madavan, Brickfields (Malaisie), 2009.

Tous les Tamouls ne sont pas mécontents de la politique d'éradication des bidonvilles.

L'hétérogénéité de la communauté tamoule se retrouve dans la différence de perception face à la politique d'éradication des bidonvilles conduite par les pouvoirs publics. Plus que la conscience ethnique, c'est la conscience de classe qui est déterminante pour comprendre le positionnement des classes moyenne et aisée tamoules.

La destruction des bidonvilles abritant une forte communauté de Tamouls pauvres est souvent encouragée par les classes moyenne et supérieure pour différentes raisons. Cette politique est notamment soutenue afin de mettre fin à l'image négative que les bidonvillois donnent de la communauté. Comme le signale Moses, ce qui pose problème, c'est l'association de l'identité tamoule aux gangs et à la criminalité dans ces bidonvilles.

Police sometimes scoured the area for the more notorious ones [gangsters] after a particularly gruesome gang clash in Brickfields or other Indian settlements in Kuala Lumpur. There were numerous squatter settlements scattered across the face of Brickfields which supplied a steady stream of young and impressionable members to these gangs. Just like football, there were home and away matches between gangs. A Brickfields gang sometimes crossed over to the Sang Peng Road Flats for a fight with a gang from that area, the latter returning the favour some time later. The Sentul and Kampung Pandan Indians were also in on the arrangement by mutual consent. (Moses, 2007 : 95)

L'éradication des bidonvilles et le déplacement des Tamouls pauvres hors des limites de la ville sont pour cette raison jugés comme étant des mesures indispensables pour mettre fin aux activités illicites et répréhensibles. Cela paraît être le meilleur moyen pour imposer une nouvelle image de la communauté qui serait celle des classes moyenne et cultivée. En ce sens, l'aspiration de ces Tamouls rejoint en partie celle de l'État d'imposer un nouvel environnement qui se veut propre et moderne. Le changement de physionomie de Brickfields (Figure 1) est certainement l'exemple le plus emblématique. La disparition progressive des zones d'habitations informelles permettant la création d'un quartier vitrine participe à l'amélioration de l'image de la communauté.

En outre, cette politique d'éradication des bidonvilles est également bien accueillie par les Tamouls vivant dans les secteurs formels de ces quartiers ou encore ceux qui comptent profiter du réaménagement urbain pour s'y installer. La proximité physique du bidonville est mal vécue par certains habitants des secteurs formels qui y voient une source d'insécurité et de dégradation du cadre de vie (Madavan, 2024). Il n'est donc pas étonnant que ces personnes ne s'opposent pas à la politique urbaine développée par l'État. Le changement de physionomie de ces quartiers avec la disparition progressive des zones d'habitations informelles, la création de commerces, de services et de résidences privées sont à l'origine d'un changement de la composition socio-économique. La sécurité, ainsi que la qualité du logement et de son environnement immédiat deviennent des conditions importantes pour attirer et inciter ces classes sociales aisées, et notamment des Tamouls, à s'y installer, voire à y acheter des logements. La construction de résidences fermées et sécurisées de grande classe (condominium) symbolise cette transformation. Une fois le processus de gentrification engagé, la demande pour intégrer des logements neufs et modernes augmente auprès des classes aisées. Cela attise la pression foncière et la concurrence pour les terrains. Les intérêts des classes moyenne et aisée diffèrent alors de ceux des classes populaires des bidonvilles. Malgré les déclarations de certains médias tamouls, la solidarité communautaire doit être relativisée, car les différentes classes socio-économiques qui vivent dans ces territoires n'ont pas les mêmes aspirations pour leur quartier. D'une certaine façon, nous avons affaire à deux mondes qui s'ignorent, voire se méprisent. L'attitude des Tamouls hindouistes des classes moyenne et supérieure est significative par rapport aux projets de déplacement ou de destruction des temples informels. Alors que les agents de l'État prennent soin de ne pas donner l'impression de profaner les lieux de culte des bidonvillois, les Tamouls des classes aisées ne semblent pas être concernés par cette question (Baxstrom, 2008 : 204). La non-identification à ces

temples et à leurs fidèles explique cette prise de distance. Au contraire, le manque de sympathie pour les pratiques religieuses jugées non orthodoxes et condamnables amène ces classes sociales hindouistes à approuver la disparition de ces temples hindouistes. Les différences socio-économiques intracommunautaires ne doivent donc pas être sous-estimées. Tous les Tamouls ne s'opposent pas à la politique d'éradication des bidonvilles menée par l'État et les classes les plus aisées y trouvent même leur intérêt.

Conclusion

L'éradication des bidonvilles est à l'origine de conflits entre l'État et les bidonvillois tamouls. Pour ces derniers, l'État menace à la fois individuellement leur droit à vivre dans leur maison, mais aussi l'existence même de territoires historiques tamouls. L'action de l'État, malgré son caractère légal, est perçue comme injuste. L'impuissance de ces Tamouls face aux pouvoirs publics participe à freiner leur intégration. D'ailleurs, le manque de négociations pour déterminer le montant des compensations et les solutions de relogement, jugées souvent pénalisantes, et parfois hors des limites de la ville, renforcent la conviction des bidonvillois d'être laissés pour compte. Pour ceux qui ont été relogés dans des immeubles sociaux de la capitale, ils doivent reconstruire leur vie dans un espace urbain concentrant une forte densité de pauvres, où ils sont largement minoritaires, alors qu'ils ne peuvent plus compter sur le soutien de la famille élargie et d'un réseau de voisinage connu. En plus du changement d'habitat, les Tamouls sont confrontés à de nombreux problèmes sociaux (délinquance, déscolarisation, crise identitaire, « désavantage » comparatif, etc.). En outre, à la marginalisation économique s'ajoute le sentiment d'être discriminé en faveur des Malais. Le relogement dans un environnement où ils sont largement minoritaires est à l'origine de nouvelles tensions. Les Tamouls craignent une possible acculturation de leurs enfants et que leur poids démographique ne leur permette pas de se faire entendre. Cette perception négative du rôle de l'État participe à freiner l'intégration des classes sociales tamoules défavorisées.

À l'inverse, les classes sociales tamoules plus aisées, qui ont des intérêts différents de ceux de la classe populaire, ont plutôt tendance à soutenir la politique de destruction des bidonvilles tamouls. Cette politique est perçue par les classes tamoules les plus aisées comme une opportunité d'améliorer l'image de la communauté grâce notamment au processus de gentrification qui s'opère dans ces territoires. L'expulsion des populations pauvres et la destruction de leurs taudis constituent pour ces classes tamoules une opportunité de transformer la physionomie, la composition socio-économique des quartiers historiques tamouls et d'améliorer ainsi l'image de la communauté. Dans leur cas, la destruction des bidonvilles ne constitue pas un facteur pesant sur leur sentiment d'être plus ou moins bien intégrés.

Bibliographie :

- Ahmad, F. *et al.* (2012). "Home owning democracy for the urban poor: A case study of Kuala Lumpur, Malaysia". *Journal of Sustainable Development*, 5(1), 13-22.
- Baby-Collin, V. et Bouillon, F. (2008). « Marges urbaines et constructions citadines, Caracas-Marseille ». Dans Baby-Collin, V. et Mercier, D., *Dynamiques sociales et spatiales Amérique Latine/Méditerranée*. Publications de l'Université d'Aix-en-Provence, Aix-en-Provence.
- Baxstrom, R. (2008). *Houses in Motion: The Experience of the Place and the Problem of Belief in Urban Malaysia*. Stanford University Press.
- Blot, J. (2013). Les déguerpissements à Phnom Penh (Cambodge). Déplacements forcés, relocalisation contrainte des citadins pauvres. [Thèse, Université Paris-IV Sorbonne].
- Di Meo, G. (2004). « Composante spatiales, formes et processus géographiques des identités ». Dans *Annales de Géographie*, numéros 638-639, 337-362.
- Dupont, V. (2010). « Création de nomades urbains et appauvrissement : Impact des politiques d'éradication des camps de squatters à Delhi ». *Revue Tiers Monde*, numéro 201, 25-45.
- Hashim, M.N. (1995). *Urban Pioneers: The Struggle for Justice*. Daya Komunikasi.
- Jayasooria, D. (2008). *Social Development & Indians in Malaysia*. Yayasan Strategik Social.
- Kuala Lumpur City Hall (2008a). *Draft KL 2020 City Plan: Foward a world class city Volume 2 Part 1 KL development control plan 2008*. KLCH.
- Kuala Lumpur City Hall (2008b). *Draft KL 2020 City Plan: Foward a world class city Volume 2 Part 2 Land use and intensity maps*. KLCH.
- Kuala Lumpur Draft Structure Plan (1982). *Draft structure plan*. Dewan Bandaraya Kuala Lumpur.
- Kuala Lumpur Municipal Council (pas de date). *100 Years (Century 1859-1959)*. Kuala Lumpur Municipal Council.
- Leclerc, E. (2012). « Brickfields (KL) : une ancienne enclave ethnique pour les nouvelles stratégies trans-étatiques des informaticiens indiens ». *E-migrinter*, numéro 8, 87-103.
- Madavan, D. (2011). « La diaspora tamoule sri lankaise en Malaisie : Migrations plurielles et développement de deux identités distinctes ». *Hommes & Migrations*, numéro 1291, 128-136.
- Madavan, D. (2024). *Les minorités tamoules à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour : identités, intégrations socio-spatiales et citadinités*. L'Harmattan : Collection Géographie & Cultures.
- Moses, B. (2007). *Brickfields: A place, A time, A memory*. BN Communications Sdn Bhd.
- Nagarajan, S. (2004). *A Community in Transition: Tamil Displacements in Malaysia*. [Thèse, Universiti Malaya].
- Noraliah, I. et Ho, C.S. (2008). Affordable and quality housing through the low cost housing provision in Malaysia. Papier présenté lors du séminaire sur le

développement durable qui s'est tenu à la Toyohashi University of Technology, le 26 juin 2008.

https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:n989y98DkbIJ:eprints.utm.my/6624/1/NoraliahIdrus_HCSiong2008_AffordableAndQualityHousingThrough.pdf

Pao-Chun T. (1967). *Urban Landscape of KL: A geographical survey*. Malaysia Printers Limited.

Sidhu, M. S. (1978). *Kuala Lumpur and its population*. Surinder Publications.

Sufian, A. et Mahamad, N. A. (2009). "Squatters and affordable houses in urban areas: Law and policy in Malaysia". Dans *Theoretical and Empirical Researches in Urban Management*, 4(13), 108-124.

Tech-Hong, T. (2011). "Sustainability and housing provision in Malaysia". *Journal of Strategic Innovation and Sustainability*, 7(1), 62-71.

United Nations Country Team (Malaysia) (2011). *Malaysia: The Millenium Development Goals at 2010*. United Nations Country team (Malaysia).

Walker, A. R. (1994). *New Place, Old Ways: Essays on Indian Society and Culture in Modern Singapore*. Hindustan Publishing Corporation.

Willford, A. (2003). « Possession et Déplacement dans le paysage de Kuala Lumpur ». *Revue internationale des sciences sociales*, numéro 175, 109-119.

Wilson, A. C. (2006). *A Cage of Freedom: Tamil Identity and the Ethnic Fetish in Malaysia*. The University of Michigan Press.

Zerah et al. (dir.) (2011). *Urban Policies and Rights to the City: Rights, Responsibilities and Citizenship*. UNESCO.